

N° 5519

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2005-2006

PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

**relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg
à la Mission d'assistance frontalière de l'Union européenne
(EU BAM) à Rafah**

* * *

(Dépôt: le 22.11.2005)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Dépêche de la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (22.11.2005) ..	1
2) Dépêche du Secrétaire général de la Chambre des Députés au Ministre de la Défense (17.11.2005)	2
3) Exposé des motifs	2
4) Texte du projet de règlement grand-ducal.....	4

*

DEPECHE DE LA SECRETAIRE D'ETAT AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

(22.11.2005)

Monsieur le Président,

A la demande du Ministre des Affaires Etrangères et de l'Immigration, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, avec prière de bien vouloir en saisir la Conférence des Présidents.

Je joins le texte du projet et l'exposé des motifs.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Pour la Secrétaire d'Etat aux Relations
avec le Parlement,*

Daniel ANDRICH

Conseiller de Gouvernement 1re classe

*

**DEPECHE DU SECRETAIRE GENERAL
DE LA CHAMBRE DES DEPUTES AU MINISTRE
DE LA DEFENSE**

(17.11.2005)

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire part que conformément à la loi du 27 juillet 1992 le Gouvernement a consulté la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration au sujet de la participation du Luxembourg à une mission d'assistance frontalière de l'UE à Rafah.

La Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a approuvé cette initiative en date du 17 novembre 2005.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma considération très distinguée.

*Le Secrétaire général
de la Chambre des Députés,
Claude FRIESEISEN*

*

EXPOSE DES MOTIFS

L'objectif du projet de règlement grand-ducal présenté pour avis consiste à décider la participation d'un membre de la Police grand-ducale à la Mission d'assistance frontalière de l'Union européenne à Rafah. Le présent projet de règlement grand-ducal est pris en exécution de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations de maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales.

**Une mission d'assistance frontalière de l'Union européenne
à Rafah (EU BAM Rafah)**

Depuis la destruction de l'aéroport international de Gaza en février 2001, Rafah a été le seul point de passage permettant de quitter Gaza sans passer par Israël. Les troupes israéliennes ont cependant régulièrement fermé le terminal de Rafah pour des raisons de sécurité. Ces fermetures ne sont pas restées sans conséquences sur la population palestinienne.

A côté des aspects proprement humanitaires, les fermetures ont peu à peu asphyxié l'économie de la région qui est censée devenir le débouché maritime du futur Etat palestinien. Près de 70% de la population vit ainsi en dessous du seuil de pauvreté avec moins de deux dollars par jour, une proportion qui s'élevait à moins de 25% il y a cinq ans. Le chômage frappe en outre près de la moitié de la population active – contre seulement 15% au début de l'Intifada – tandis que les jeunes, âgés de moins de 18 ans, constituent 60% de la population.

Suite au retrait israélien de la bande de Gaza, au mois de septembre dernier, le souci de la communauté internationale s'est donc porté sur les moyens à mettre en oeuvre pour rétablir l'économie de la bande de Gaza. D'où l'importance attachée par le Quartet (Etats-Unis, ONU, Russie, Union européenne) et son Envoyé spécial chargé „de conduire, contrôler et coordonner les efforts de la communauté internationale en soutien de l'initiative de retrait de Gaza“, James Wolfensohn, à l'ouverture d'accès internationaux, et en premier lieu du terminal de Rafah.

Le 2 novembre 2005, l'UE a été saisie d'une demande de James Wolfensohn d'intervenir en tant que *tierce partie* au point de passage de Rafah; Israéliens et Palestiniens ayant exprimé le souhait de voir l'UE assumer ce rôle.

Le 15 novembre 2005, Israéliens et Palestiniens sont parvenus, après d'intenses négociations, à un „accord sur la liberté de mouvement et l'accès“, qui permet notamment l'ouverture de la frontière de Gaza avec l'Egypte au point de passage de Rafah. *L'accord lie l'ouverture de la frontière – date visée le 25 novembre 2005 – à la présence sur le terrain de la tierce partie. D'où l'urgence pour l'Union européenne de mettre en place la mission.*

Conformément à l'accord israélo-palestinien, le mandat de la mission d'assistance frontalière de l'UE consistera à:

- surveiller activement, vérifier et évaluer l'accomplissement palestinien de la mise en oeuvre de l'accord israélo-palestinien sur le fonctionnement du terminal de Rafah;
- contribuer par des activités de conseil („mentoring“) au développement des capacités palestiniennes dans la gestion de la frontière à Rafah;
- contribuer à assurer la liaison entre les autorités palestiniennes, israéliennes et égyptiennes dans le domaine de la gestion du point de passage de Rafah.

L'action de l'UE sera de nature non exécutive, c.-à-d. que les agents européens ne se substitueront pas aux fonctionnaires palestiniens.

La durée de la mission sera initialement de 12 mois, ce qui correspond à la période fixée dans l'accord israélo-palestinien.

La mission sera composée de 72 personnes dont une quarantaine d'officiers en charge du monitoring au point de passage de Rafah. La mission sera dirigée par le Général italien Pietro Pistolese, candidat que le Secrétaire Général/Haut Représentant a recommandé aux Etats membres.

La sécurité des moniteurs va revêtir une importance capitale. D'après les informations à la disposition de l'Union européenne, aucune menace spécifique ne devrait viser les membres d'une mission européenne. C'est pourquoi il importe que l'identité européenne des membres de EU BAM soit visible: les officiers porteront en conséquence leurs uniformes nationaux et un insigne de l'Union européenne.

Si la situation se dégradait, il y aurait dans les meilleurs délais une réévaluation de la mission, et plus particulièrement de l'environnement et des dispositifs de sécurité, par les instances appropriées de l'Union européenne.

Les policiers ne porteront normalement pas d'armes. Toutefois, ils pourront être encadrés par des officiers de l'UE en charge de la sécurité.

La question de la participation du Luxembourg

Le soutien actif que le Luxembourg apporte aux efforts de la communauté internationale pour parvenir à un règlement du conflit au Proche-Orient s'est traduit par une approche volontariste tout au long des six mois de la Présidence luxembourgeoise de l'UE. De nombreux contacts avec les principaux acteurs, que ce soit en bilatéral avec les Israéliens et les Palestiniens, dans le cadre des réunions du Quartet, ou en marge de réunions internationales, ont contribué à adapter le soutien de l'UE face à une situation en évolution rapide, marquée par la perspective du désengagement israélien de la Bande de Gaza. Sur le plan financier, l'action du Luxembourg se matérialise depuis de longues années par d'importantes contributions au budget de l'UNRWA, ainsi que le financement, dans le cadre de la coopération luxembourgeoise, de projets dans les Territoires occupés.

La participation d'un officier de police à la mission d'assistance frontalière de l'UE à Rafah permettrait de souligner l'engagement du Luxembourg en faveur du processus de paix au Moyen-Orient, au-delà du soutien financier, et sa volonté (et sa capacité) d'assumer des responsabilités dans une situation difficile.

Il est prévu de détacher un officier de police pour une durée de 12 mois, correspondant à la durée prévue actuellement pour la Mission EU BAM.

Le projet de règlement grand-ducal présenté pour avis

Le projet de règlement grand-ducal présenté pour avis comporte 13 articles, établissant des modalités d'exécution similaires à celles prévues par le règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission de police dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine.

L'article 1er porte sur la durée de la participation luxembourgeoise à la Mission. La décision du Conseil de Gouvernement y relative précise que le policier luxembourgeois participera pour une période maximale de 12 mois.

L'article 7 évoque la possibilité pour le policier de porter une arme au cas où les instances appropriées à Bruxelles en décidaient. Dans ce cas, le policier recevra ses directives de son chef de mission. Actuellement, il n'est cependant pas prévu que les policiers porteront des armes.

L'article 9 définit les indemnités auxquelles l'agent de police a droit. Le Conseil de Gouvernement du 18 novembre 2005 a fixé les indemnités de jour à 112 € par jour et les indemnités de nuit à un montant maximum de 120 €, remboursables sur présentation des factures.

L'article 10 tient compte de la décision du Gouvernement, réuni en Conseil, du 3 octobre, fixant le montant de cette indemnité spéciale.

*

TEXTE DU PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales;

Vu la décision du Conseil de Gouvernement du 18 novembre 2005 et après consultation le 17 novembre 2005 de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'avis de la Conférence des présidents de la Chambre des Députés;

Sur rapport de notre Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et de notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

Art. 1. Le Luxembourg participera à la Mission d'assistance de l'Union européenne (EU BAM) du 25 novembre 2005 au 25 novembre 2006.

Art. 2. La contribution luxembourgeoise comprend un membre de la Police grand-ducale.

Art. 3. Le membre de la Police grand-ducale participant à la Mission d'assistance frontalière de l'UE est désigné par le Ministre de la Justice sur avis du Directeur général de la Police.

Art. 4. La mission du membre luxembourgeois consistera à contribuer à l'accomplissement du mandat de la Mission d'assistance frontalière de l'UE, à savoir notamment à contribuer à activement surveiller, vérifier et évaluer l'accomplissement palestinien de la mise en oeuvre des accords de principe sur le point de passage de Rafah, à conseiller l'Autorité palestinienne dans ce domaine ainsi qu'à contribuer à assurer des liaisons entre les autorités palestiniennes, israéliennes et égyptiennes dans le domaine de la gestion du point de passage de Rafah.

Art. 5. Pour la durée de sa mission, le membre luxembourgeois reste entièrement sous le commandement de la Police grand-ducale. La Police grand-ducale transfère le contrôle opérationnel au chef de mission désigné par l'Union européenne.

Art. 6. Le membre luxembourgeois veille à assurer sa tâche avec impartialité.

Art. 7. Le policier luxembourgeois, membre de la Mission EU BAM, porte en principe l'uniforme national de son administration. Il est autorisé à porter des éléments d'uniforme l'identifiant comme membre de la Mission d'assistance frontalière de l'UE. Il portera son arme selon les directives du chef de mission.

Art. 8. Le policier a le droit de retourner au Luxembourg pour une période de 10 jours une fois par période de 6 mois. Les frais de transport sont à charge de l'Etat.

Art. 9. L'agent de police a droit à une indemnité de jour pour frais de séjour et une indemnité de nuit, dont les montants sont fixés par le Gouvernement en conseil.

Art. 10. L'agent de police a droit à une indemnité mensuelle spéciale prévue à l'article 9 de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative aux opérations pour le maintien de la paix.

Art. 11. L'agent de police peut, sur décision du Ministre compétent, bénéficier d'un congé spécial de fin de mission d'un maximum de 5 jours.

Art. 12. Le présent règlement entre en vigueur le 25 novembre 2005.

Art. 13. Notre Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

(...), le (...) 2005

*Le Ministre des Affaires étrangères
et de l'Immigration,*
Jean ASSELBORN

HENRI

Le Ministre de la Justice,
Luc FRIEDEN

